

Agriculture, la révolution urbaine

Cet article a pour vocation de conclure une courte série de trois textes au total. Sans répéter complètement la tentative de propos précédemment développée, il se veut être une synthèse dans le but d'énoncer succinctement le sentiment de bouleversement que connaît le monde agricole, celui principalement d'une révolution urbaine qui ne s'était jusqu'ici jamais produite à cette hauteur.

La volonté est ainsi de dresser le rapide constat d'un basculement nouveau et surtout d'affirmer brièvement la nécessaire reformulation du projet agricole et urbain dans ce contexte.

Par Rémi JANIN 26 NOVEMBRE 2014

L'avènement d'une société extrêmement urbaine et urbanisée

L'agriculture a participé dans les décennies précédentes à l'avènement d'une société extrêmement urbaine. Les chiffres sont connus, en France les agriculteurs ne représentent actuellement plus que 3 à 4% de la population active alors qu'il y a un siècle environ ils étaient encore majoritaires. A l'échelle mondiale depuis la fin des années 2000 plus de la moitié de la population est désormais urbaine, ce même basculement ayant eu lieu en France il y a près d'un siècle. En France toujours près de 80% de la population vit en aire dite urbaine, et si l'agriculture valorise ou occupe encore la part essentielle du territoire les agriculteurs y sont donc aujourd'hui extrêmement minoritaires. La France, relativement rapidement, est ainsi passée d'un pays massivement rural (plus rural il y a un siècle alors que le reste de l'Europe) à un pays largement urbanisé et urbain, modifiant considérablement la place de l'agriculture dans cet espace, tant physiquement que culturellement, posant ainsi la question de sa refondation totale et nécessaire.

Le constat d'une dissociation persistante entre projet agricole et urbain

Plus une société est urbaine et plus elle est nécessairement agricole. Il est ainsi évident que la ville est, qu'elle le veuille ou non, un projet agricole, au moins pour ses besoins nourriciers, et que l'agriculture est une composante à part entière et indissociable du projet urbain. Pourtant le projet agricole et le projet urbain restent aujourd'hui largement séparés et riverains, sans rencontres réelles, la ville progressant bien souvent au détriment de l'agriculture. On sait ainsi que les espaces agricoles diminuent au profit du déploiement des infrastructures urbaines et des tissus bâtis, ce rythme étant actuellement estimé à la disparition d'une surface équivalente à un département français tous les dix ans environ, ce qui représente 200 hectares par jour. La ville consomme des espaces agricoles pour son développement et en ignore très souvent la valeur et la nécessité.

De l'autre côté l'agriculture très largement revendique une

autonomie de gestion et de définition, acceptant peu que des discours extérieurs dictent son évolution. L'agriculture tente de justifier sa présence par la nécessité alimentaire mais semble ne pas appréhender le fait qu'elle se trouve désormais dans un contexte largement urbain, où que ce soit. Elle ne peut continuer à exister isolée et solitaire dans cet espace, à exiger de se diriger seule alors qu'elle se situe dans un environnement désormais totalement partagé par des populations qu'elle a vocation à nourrir.

De là naît le besoin d'un dialogue et d'une définition commune, la nécessité de l'énonciation d'un même projet et d'un même développement, la tentative souhaitable d'une hybridation et de l'abandon de la quête persistante d'une limite imaginaire entre la ville et l'agriculture, les deux allant qu'on le souhaite ou non toujours ensemble.

Penser la ville comme un agriculteur

La ville se doit ainsi de se penser comme un projet agricole conscient, productif et agronomique. Il serait bien sûr possible de continuer à repousser les lieux de production dans des pays éloignés où les coûts sont apparemment moindres et de poursuivre ici l'étalement aveugle sur l'espace agricole, mais il y a cependant la question de l'autonomie alimentaire ou encore celle des transports. Il y a également la volonté souhaitable et responsable de laisser aux générations suivantes les possibilités de se nourrir, de ne pas avoir consommé l'entièreté du sol et condamné sa fertilité. Peut-on ainsi poursuivre la construction urbaine en tenant toujours invisible la production agricole qu'elle nécessite en la maintenant lointaine, mal contrôlée, difficile à gérer ? La ville ne doit-elle pas, à l'inverse, s'approprier cette dimension productive et construire consciemment à partir d'elle en la mettant au cœur de sa fabrication et de sa pensée ?

Il serait aussi possible d'envisager les centres urbains comme pouvant accueillir l'essentiel des productions alimentaires nécessaires à leurs besoins directs par le développement de moyens hors-sols et ainsi de les rendre au mieux autonomes, presque indépendants de toutes agricultures extérieures. Si ces principes peuvent participer d'une ville nourricière il ne peuvent sans doute pas suffire, et le coût d'agricultures hors-

sol, même urbaines, reste conséquent et bien plus complexe que l'utilisation de sols existants qui ont bien souvent supposé des milliers d'années pour se constituer. Cela suppose aussi parfois des systèmes de productions hors-sol proches des moyens industriels actuels posant des questions similaires par rapport au vivant, et ce développement ne dit aujourd'hui pas ou peu ce qu'il se passe au dehors de ces centres urbains et ce que devient l'espace agricole ordinaire. Conserve-t-il sa vocation productive et de quelle manière ? L'évalue-t-il et devient-t-il l'en-dehors désormais sauvage et uniquement récréatif assouvissant le besoin de dualité complémentaire entre la ville et l'idée de nature ?

La ville et l'agriculture au sens large vont ainsi indéniablement ensemble et si l'on pense cette première comme un agriculteur, si l'on pense celle-ci comme un projet forcément agronomique, il apparaît évident que l'on ne bâtira pas ou bien le moins possible sur les terres les plus riches, que l'on s'installera en premier lieu sur des sols déjà pollués ou présentant un faible intérêt agronomique avant de rendre inerte et de déstabiliser des sols pouvant être très facilement productifs.

De là naît la nécessité de définition d'un urbanisme agricole en imaginant la possibilité de nouvelles formes urbaines et productives hybrides et l'énonciation d'un vocabulaire de projet associé, avec pour exemple le développement de parcs agricoles, de lotissements agricoles ou bien l'installation de bergers urbains à l'échelle de métropoles ou d'agglomérations. Plus largement cela repose sur l'affirmation d'une pensée visant à faire de la ville un projet agronomique à part entière, à percevoir le sol pour sa valeur vivante et nourricière et non comme une surface inerte de développement, à le concevoir comme l'épaisseur unique et fragile de notre déploiement.



Parc de Gerland (Lyon), expérimentation en 2007 d'un berger urbain valorisant le Parc (agence FABRIQUES, en partenariat avec la Communauté Urbaine du Grand Lyon). ©Rémi Janin

La refondation nécessaire du projet agricole

Dans le même temps l'agriculture se doit de se redéfinir totalement face à ce bouleversement urbain, face à la nécessité environnementale et au besoin incontournable d'une transition énergétique. Elle est en effet encore très largement basée sur des outils datant d'il y a plus de cinquante ans (premier pilier de la Politique Agricole Commune, SAFER, chambre d'agriculture, etc.), installés dans l'après-guerre

dans un contexte totalement différent où la volonté portée était celle de moderniser l'agriculture par son industrialisation et sa professionnalisation et d'assouvir une pérennité alimentaire. Immergée dans un monde nouveau et bouleversé, l'agriculture doit désormais se refonder totalement pour être à la hauteur de ces nouveaux enjeux, en être dynamique et non les subir, et doit être capable d'inventions et de propositions.

Il convient ainsi de formuler différemment l'échelle du projet agricole et les outils qui lui sont associés en pensant l'agriculture pour sa possibilité de proximité et l'économie des déplacements engendrés, pour l'éventualité d'être portée différemment par des acteurs plus locaux et plus diversifiés, ou encore pour sa pertinence environnementale et territoriale. L'agriculture doit être motrice d'espaces désormais partagés, vécus, pratiqués, habités et perçus par des populations qui lui sont extérieures et qui sont extrêmement majoritaires. Elle doit être capable d'inventer de nouvelles formes de paysages à la fois affirmées pour leur vocation productive comme pour leur valeur d'ouverture. Elle doit se penser pleinement dans les territoires qu'elle valorise. Elle doit ainsi assumer le partage de sa fabrication, n'étant plus seule ou exclusive mais bien comme étant l'une des parts dynamiques et indispensable de la construction de l'espace urbain au sens large. Elle ne peut plus exiger son autonomie dans une société qu'elle a vocation à nourrir et dont elle reçoit directement un soutien financier, qui progressivement ne la comprend plus et s'éloigne sur l'autre rive d'un fossé culturel et physique de plus en plus profond. Elle doit à l'inverse s'hybrider et fonder sa modernité dans une transition environnementale et urbaine, dans la conception de formes nouvelles productives, environnementales et ouvertes.

Il faut ainsi faire évoluer les outils actuels et en inventer de nouveaux à la mesure de ces changements, avec un soutien ou un accompagnement différent de l'agriculture pouvant être pleinement basé sur sa valeur environnementale, sa pertinence territoriale, urbaine et productive dans une vision de durabilité. Il ne semble plus juste aujourd'hui que l'essentiel des moyens publics répartis à l'échelle européenne soit dirigé vers des agricultures contraires à ces critères, fermées et réservées à peu, participant d'échanges mondiaux difficilement compréhensibles et soutenables, l'agriculture devant à l'inverse participer d'un projet de société cohérent, local, moderne, pérenne, dynamique et vivant. Là, peut d'ailleurs se trouver l'un des apports principaux de l'agriculture au projet urbain, l'agriculture étant une forme logiquement renouvelable et mobile de valorisation et de construction de l'espace, une manière potentiellement nouvelle de faire la ville et de construire l'urbanité, une façon particulière d'habiter le monde et d'envisager notre continuité humaine.



Vernand (Loire), projet sur une exploitation agricole, principe de bandes cultivées permettant de limiter l'érosion séparées par des chemins d'exploitation connectés aux chemins de randonnée (agence FABRIQUES). ©Rémi Janin

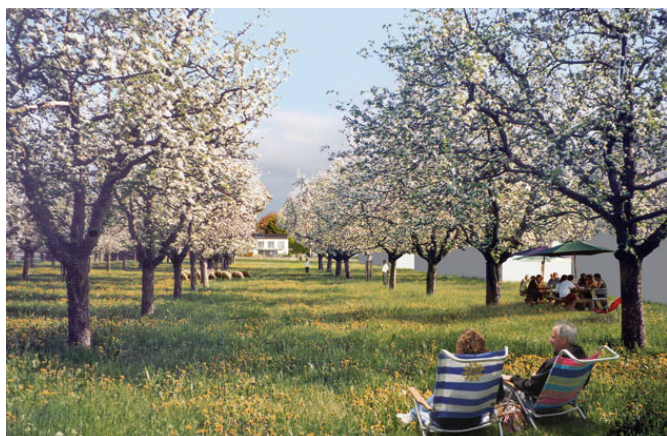
Le paysage comme outil d'accompagnement de ces transitions

Le paysage au sens large peut accompagner ces transitions nécessaires et participer de ces évolutions profondes en cours et à venir.

D'abord parce qu'il est un outil de compréhension, d'analyse et de contextualisation. Il permet ainsi de questionner le projet dans son territoire, de l'ancrer comme de l'ouvrir. Il amène à réfléchir à la justesse de l'utilisation du sol et du lieu, à son économie, à sa densité, aux rencontres possibles, à ses respirations et à montrer sa dimension vivante et toujours mouvante.

Ensuite, parce qu'il peut être un moyen de médiation et de dialogue, permettant de relier et de révéler la complexité d'un espace, de ces usages et des représentations qui sont portées sur lui. Il amène ainsi à comprendre l'invisible et le perçu à partir d'un socle commun et partagé. Il peut permettre de confronter, d'échanger, et de proposer des possibles convergences autour des multiples participants d'un même espace à des niveaux différents, ceux qui le fabriquent et le font, ceux qui le pratiquent, ceux qui le décident, ceux qui le vivent et le voient et qui souvent d'ailleurs sont plusieurs de ceux-là à la fois.

Enfin, parce qu'il permet la projection et l'expérimentation pouvant formaliser et participer de l'énonciation de ces formes agricoles et urbaines à venir, à inventer, à proposer, et surtout à accompagner et donner corps à ces mutations qui de plus en plus, dans certaines marges, sont engagées.



Lausanne (Suisse), principe de développement urbain reposant sur une mixité totale entre bâti (habitat, services, etc.) et des espaces productifs (jardins individuels ou commun, vergers collectifs valorisés ponctuellement par pâturage et ayant fonction de parcs, etc.) ©FABRIQUES Architectures Paysages



L'AUTEUR

Rémi JANIN

Rémi JANIN est paysagiste et agriculteur. Il dirige depuis 2007 avec son frère Pierre JANIN, architecte DPLG, l'agence FABRIQUES Architectures Paysages et est enseignant à l'Ecole d'Architecture de Clermont-Ferrand. L'agence est basée à Vernand dans le nord du département de la Loire, lieu de l'exploitation agricole familiale ayant servi de support de diplôme commun. L'agence FABRIQUES travaille depuis essentiellement sur des projets et études traitant de problématiques agricoles ou en milieu rural. Site internet : www.fabriques-ap.net

POUR RÉFÉRENCER CET ARTICLE

Rémi JANIN, *Agriculture, la révolution urbaine*, Openfield numéro 4, Novembre 2014

<https://www.revue-openfield.net/2014/11/26/agriculture-la-revolution-urbaine/>